



CRAYONS ROUGES

PARUTION BIMESTRIELLE

REVUE EDUCATION DU JOURNAL *CAHIERS COMMUNISTES*

ALORS QUE LE « PROFESSEUR » BLANQUER S'ENGLUE DANS LES FAKE-NEWS ET LES BUGS, LE RAPPORT DE FORCE MONTE POUR FAIRE CAPOTER SES CONTRE-RÉFORMES.

Le ministre a été le premier surpris par la force de la mobilisation contre son projet. Sûr de sa communication il n'avait pas imaginé que les nombreux articles et amendements de sa loi seraient si rapidement et massivement compris par les enseignants. Le succès des journées de mobilisation des 9 et 18 mai a montré la force et la vivacité du mouvement.

Le « bug » retentissant de Parcoursup, le 17 mai, a placé des dizaines de milliers de lycéens dans l'angoisse. Le bug souligne combien tout Parcoursup est une escroquerie informatique destinée à sélectionner les futurs étudiants, dans l'inégalité, de façon opaque et autoritaire, sans recours, au mépris des aspirations, des vocations et des besoins. Les nouvelles filières dans les lycées accroissent les injustices et les mécontentements. Les conditions sont là pour que le mouvement lycéen de novembre/décembre 2018, écrasé par la répression, dans le contexte Gilets jaunes, reprenne.

L'attitude du pouvoir invite à intensifier la mobilisation d'ici l'été! Depuis plusieurs semaines, Blanquer perd son sang-froid, crie aux « fakes-news », ce qui permet de mieux démasquer son projet « d'école de la défiance et de l'autoritarisme ». Il déploie la menace, avec l'aide de chefs d'établissements se croyant des managers, contre enseignants, lycéens, et même parents, confirmant le caractère liberticide de sa loi. **Le « meilleur élève » de Macron est désarçonné.**

L'abandon de l'affichage des 120.000 suppressions de postes dans la fonction publique ne change rien à la réalité subie par l'école. Le moratoire sur les fermetures d'école succède à des centaines de fermetures ces dernières années : l'essentiel de la casse est commis et les suppressions de classe vont continuer. Macron a précisé la nouvelle contre-réforme des retraites dont les fonctionnaires seront les premières victimes.



Avant la période cruciale d'ici l'été, le passage de loi au Sénat n'a rien corrigé bien au contraire ! Le Sénat a même aggravé l'autoritarisme du texte en donnant aux chefs d'établissement des prérogatives sur les affectations et en transformant les directeurs d'école en cadres hiérarchiques.

Ces dernières semaines, les convergences de luttes, construites à partir de convergences d'intérêt se développent avec les lycéens et les parents, aussi avec d'autres pans du service public, comme les Finances et la Santé.

Le parallélisme est flagrant entre Education et Santé, entre projets Blanquer et projet Buzyn : réduction du service public, cadeaux au privé, déqualification (étudiants employés à la place des enseignants ou des médecins etc.), caporalisation et renforcement des tutelles bureaucratiques autoritaires. Ecole et hôpital : même combat et même temps !

Plus que jamais, communistes, nous sommes de toutes les luttes, pour faire échec aux projets Blanquer ! Les grèves et manifestations syndicales : oui ça sert ! Au rapport de force constant contre la politique de destruction des acquis sociaux et des services publics.

L'ÉCOLE DE LA « CONFIANCE » ? DÉFIANCE ! UN PROJET DE CASSE DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE !

Sur le même modèle que les « lois Macron », le projet de loi Blanquer dite « école de la confiance » est une sorte de fourre-tout qui est au final très cohérent par son orientation idéologique. Constitué de 25 articles, le projet de loi est une attaque en règle contre le service public d'éducation et les fonctionnaires.

Parmi les attaques les plus graves, on trouve les EPSF (Etablissement public des savoirs fondamentaux) qui vont entraîner une modification structurelle de l'école publique. Blanquer prévoit de regrouper collègues et écoles de secteur, engendrant la disparition de directeurs d'école et la modification de la hiérarchie. Désormais, les professeurs des écoles seraient rattachés au principal du collège qui gèrera, en super manager, des établissements de plus en plus gros. Le projet de loi prévoit également le transfert possible de personnel entre écoles d'un même EPSF. L'objectif clair est de réaliser des économies d'échelle pour supprimer des postes. Conséquences de cela, les effectifs par classe vont une nouvelle fois augmenter et les enfants n'auront plus la certitude d'être scolarisés à proximité de leur domicile.

A l'antipode des EPSF, Blanquer annonce la création des EPLEI (Etablissements Publics Locaux d'Enseignement International). Si les premiers servent à faire des économies, les seconds ont quant à eux l'objectif de devenir de vrais établissements d'élite. Il faut dire qu'ils ne seront pas réservés aux mêmes élèves... Ces établissements scolariseront de la maternelle au lycée des élèves bilingues et le financement sera en partie public et en partie privé. De premiers projets d'EPLEI sont déjà à l'étude, comme par exemple dans le nord de la France pour accueillir les enfants des cadres dirigeants des entreprises qui reviennent en France suite au Brexit. A Clermont-Ferrand, la direction de l'entreprise Michelin a demandé l'ouverture d'un EPLEI pour les enfants de ses cadres internationaux... Cela symbolise à merveille la conception de Blanquer de l'éducation nationale : une école à deux vitesses et une marche forcée vers l'entrée de capitaux privés.

L'article 1 du projet de loi instaure un dangereux devoir de réserve pour les enseignants qui n'existe nullement actuellement. En faisant cela, Blanquer souhaite mettre en place des outils pour museler les enseignants. Un fondement légal existerait pour pouvoir prendre des sanctions contre des enseignants pour des motifs, par exemple, syndicaux ou politiques. Cela s'inscrit dans un inquiétant contexte de dérive autoritaire plus large du gouvernement qui, pour imposer sa réforme, n'hésite pas à sanctionner ou à menacer des enseignants ou lycéens mobilisés. L'interpellation musclée de Mantes-la-Jolie reste dans les mémoires !



Parmi les autres attaques on peut citer par exemple, le remplacement des ESPE par les INSPE (Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation), dont les directions seront nommées par le ministère. **À compter de la rentrée prochaine, les étudiants assistants d'éducation pourront intervenir en classe,** et seront utilisés comme moyens d'enseignement. C'est la réponse de Blanquer aux difficultés de recrutement. **On trouve également le renforcement de l'école inclusive qui en réalité ne sert qu'à justifier la baisse des moyens aux structures adaptées** pour l'accueil des élèves handicapés qui seront de plus en plus intégrés à des classes déjà surchargées et où les professeurs ne seront nullement formés pour répondre à leurs besoins.

SCOLARITÉ OBLIGATOIRE À 3 ANS DANGER POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE !

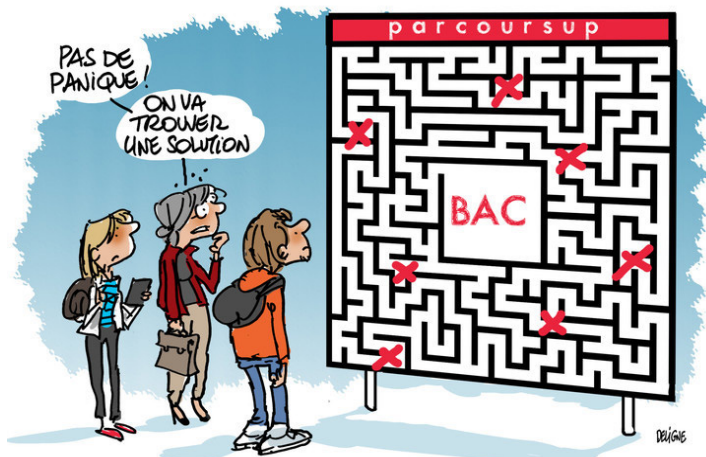
Mesure phare du ministre Blanquer, l'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire à 3 ans est en réalité un simple cadeau à l'éducation privée. Aujourd'hui, 98% des élèves sont déjà inscrits à l'école dès 3 ans. Cette réforme n'a donc aucun intérêt de ce côté-là. Cependant, cette nouvelle obligation scolaire va obliger les communes à financer les maternelles privées sous contrat. On estime que le prélèvement sur l'argent public s'élève à 150 millions d'euros !

Le vrai problème de la maternelle qu'il faut régler c'est celui de l'absentéisme des élèves. Mais la loi ne prévoit rien sur ce sujet. Bien au contraire même au vu des restrictions de moyens d'encadrement dans le public, les centaines de fermetures d'écoles, notamment rurales, et les problèmes de transport qu'elles créent.

PARCOURSUP : GROS BUG D'UN SYSTÈME AUTANT INJUSTE QU'OPAQUE !

L'année dernière les ministres Blanquer et Vidal ont lancé Parcoursup pour remplacer APB. A grands renforts de pubs ils ont tenté de cacher la réalité de Parcoursup : un système complètement injuste et opaque, destiné à instaurer la sélection à l'université, à accompagner les manques de moyens dans l'éducation et à accentuer encore un peu plus les inégalités scolaires.

Ce 15 mai au soir, les candidats inscrits sur Parcoursup recevaient leur première série de réponses à leurs demandes. Pour ceux qui avaient reçu une réponse positive, la joie fut de courte durée ! Vendredi 17 mai au matin, à la suite d'un rétropédalage de nombreux lycéens au départ acceptés se retrouvent finalement placés en liste d'attente. Un bug de la plateforme est à l'origine du problème, mais contrairement aux dires du gouvernement, ce bug n'est pas secondaire. Il est d'une ampleur considérable et révèle tout le fonctionnement d'une plateforme largement fondée sur des algorithmes opaques. Tous les types de formations du supérieur sont concernés et selon un article du journal Les Echos, 70 000 candidats seraient touchés. Dans les établissements à proximité géographique des universités/IUT/BTS concernés par le bug, ce n'est pas rare d'avoir 50% des élèves de terminales concernés par le problème.



DERRIÈRE CE BUG, C'EST TOUTE LA VIOLENCE SOCIALE, L'INJUSTICE ET L'OPACITÉ DU DISPOSITIF PARCOURSUP QUI SE RÉVÈLE !

Construit comme une véritable usine à gaz, Parcoursup est un dispositif d'orientation largement incompréhensible pour les lycéens et les enseignants et surtout d'une opacité totale. Chaque formation, à l'échelle locale, peut choisir ses critères de classement des candidats sans cadrage national. Il en découle un profond (et légitime) sentiment d'injustice.

L'objectif central de Parcoursup est d'instaurer une sélection pour les études supérieures et ainsi « régler

» le problème du manque de places. Plutôt que de mettre sur la table les moyens nécessaires pour accueillir tous les lycéens, le gouvernement a préféré régler le problème en instaurant la sélection. Cette sélection, malgré les éléments de langage du gouvernement, est une sélection de classe. Selon son lycée, sa filière, les moyens des ses parents, les lycéens n'ont pas du tout les mêmes possibilités d'orientation.

Parcoursup permet également de favoriser le développement de l'éducation privée au détriment du système public. Le système étant tellement complexe et opaque, que tout lycéen dont les parents ont un peu les moyens préférera se tourner vers des écoles privées qui proposent des formations en-dehors de Parcoursup. Pour les autres, dont les parents sont ouvriers, employés... le parcours du combattant Parcoursup est un passage obligatoire !

Tout cela va de pair avec une destruction massive de l'orientation publique. Les PSY-EN (anciens Conseillers d'Orientation Psychologues) dans les établissements sont en nombre largement insuffisants. Les structures publiques d'orientation comme les CIO sont démantelées. Le gouvernement a ainsi fait le choix de faire peser la totalité de la tâche d'orientation sur les Professeurs Principaux qui n'ont ni la formation ni le temps d'effectuer ces tâches spécifiques et chronophages. Il reste alors le choix des officines privées d'orientation qui se multiplient de façon exponentielle en pratiquant des prix exorbitants...

Enfin, Parcoursup est une mesure qui forme un tout cohérent avec la réforme actuelle du lycée et du baccalauréat. A partir de la rentrée prochaine, les filières S, ES et L disparaîtront, les élèves devront alors choisir en cours de seconde des spécialités. Elles serviront alors « d'attendus » demandés par les différentes formations dans Parcoursup. Cela revient à demander à des élèves de 15 ans de choisir leur orientation post-bac ! De plus, avec la fin du baccalauréat national, les critères de sélection de Parcoursup reposeront de plus en plus sur le lycée d'origine de l'élève. De quoi faire encore un peu plus exploser les inégalités scolaires.

Le bug récent de Parcoursup révèle entièrement son caractère opaque et injuste et, derrière, l'intégralité de la politique éducative du gouvernement. Depuis plusieurs semaines, un vaste mouvement de lutte traverse l'éducation nationale pour revendiquer l'abrogation des réformes Blanquer. Les lycéens, massivement dans la rue en décembre dernier, doivent rejoindre le mouvement avant la fin de l'année pour mettre en échec un gouvernement actuellement déstabilisé.

70ÈME ANNIVERSAIRE DE L'OTAN

PLUS QUE JAMAIS, L'ARGENT POUR L'ÉCOLE, PAS POUR LA GUERRE !

Dans le « grand débat » sur l'efficacité de la dépense publique, le pouvoir et ses médias parviennent à évaluer entièrement le seul budget qui grimpe en flèche, celui du ministère des Armées (qui ne s'appelle plus « de la défense »). Il aura augmenté, chaque année, de 1,7 milliard d'euros entre 2017 et 2022. $1,7 \times 5 = 8,5$ milliards d'euros = 300.000 postes dans l'éducation nationale, les hôpitaux ou les EHPAD !

Tant d'argent pour quoi faire ? Pour alimenter les profits des marchands de canons, pour que l'armée française fasse la guerre partout dans le monde, détruise, tue, déstabilise des Etats, nourrisse le « terrorisme » pour assurer la domination et l'exploitation des impérialismes occidentaux, pour contrer les puissances concurrentes, notamment russe et chinoise.

L'OTAN a perdu sa raison d'être avec la fin de la « guerre froide » et la dissolution du « Pacte de Varsovie » en 1991. Pourtant, ce 4 avril 2019, l'alliance fête ses 70 ans à Washington en grandes pompes. Un 30ème membre, la Macédoine-du-Nord, va y être intégré (grâce au zèle du Grec Tsipras). L'OTAN porte les intérêts complices des Etats-Unis et des grandes puissances de l'UE, avec leurs satellites d'Europe de l'Est et du Sud. Ils sèment la désolation en Méditerranée et au Proche-Orient. Ils militarisent dangereusement les frontières avec la Russie.

Il y a 20 ans, l'OTAN bombardait la Yougoslavie, après une campagne de propagande basée sur des mensonges éhontés, des « fakes news ». Le résultat, attendu, outre les 2 500 morts, a été l'exacerbation des haines entre peuples, l'établissement d'un Etat mafieux, misérable protectorat, au Kosovo, l'installation dans ce territoire, de la plus grande base militaire et pénitentiaire OTAN-US en Europe, aussi la première intervention guerrière de l'impérialisme allemand à l'étranger depuis 1945. Le récent traité d'Aix-la-Chapelle, signé par Merkel et Macron, a confirmé l'objectif d'une intégration militaire germano-française, fer de lance de l'UE de la guerre, complice de l'impérialisme US.

Le centenaire du 11 novembre 1918 a été l'occasion d'une véritable provocation de Macron. La semaine précédente, 3000 soldats français participaient aux plus grandes manœuvres de l'OTAN, au large de la Norvège, dirigées contre la Russie. Macron a réussi à réunir, autour de l'Arc-de-Triomphe (bien protégé ce jour-là) un parterre de chefs d'Etat parmi les pires fauteurs de guerre du monde.



A l'école, la propagande militariste, notamment « européenne », devient envahissante. Les programmes scolaires sont sous pression de cette idéologie. Des « correspondants » de l'armée pénètrent les salles de classe. La loi Blanquer prépare la mise au pas de tout discours critique ouvert sur ces questions, avec son soi-disant « devoir de réserve » et veut aussi imposer, dans les classes, le drapeau de l'UE.

**PLUS QUE JAMAIS, DISONS :
« L'ARGENT POUR L'ÉCOLE, PAS POUR LA
GUERRE ! ».**

**SIGNEZ LA PÉTITION POUR LA BAISSSE DES
CRÉDITS MILITAIRES ET LA SORTIE DE L'OTAN**

[HTTPS://BAISSE-BUDGET-MILITAIRE.FR/](https://baisse-budget-militaire.fr/)

CRAYONS ROUGES

LA REVUE ÉDUCATION DU JOURNAL CAHIERS COMMUNISTES

Crayons rouges est la revue éducation à publication bimestrielle du journal *Cahiers Communistes*. L'intégralité de la revue est écrite, mise en page et diffusée par les militants communistes. L'objectif de la revue est d'apporter une analyse de classe et des perspectives de lutte sur les questions qui touchent le service public d'éducation.

CONTACTS DE LA REVUE :

CAHIERSCOMMUNISTES@ORANGE.FR /// WWW.FACEBOOK.COM/VIVELEPCF /// VIVELEPCF.FR

ASSOCIATION CAHIERS COMMUNISTES, 130 RUE CASTAGNARY, PARIS 15E.